

MINISTRE CHARGE DES RELATIONS AVEC
LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Unité-Dignité-Travail

DIRECTION DE CABINET *ef*

DIRECTION GENERALE DES RELATIONS
AVEC LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE

N° 265 / YMCRII/DIR.CAB/DCRII-

BANGUI, LE 16 JUIL 2018

Handwritten notes:
57849
ABB/DG/AC
IGF/CRI/CMB
DIRIAB/DGSD/DR/CSREF
DGIO/DGSD/DR/CSREF
C9PF/MFB/AD/AGIR
18/18

SOIT- TRANSMIS

A

MONSIEUR LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

- BANGUI -

Handwritten note:
SP
scanner et
partager
19/07/18

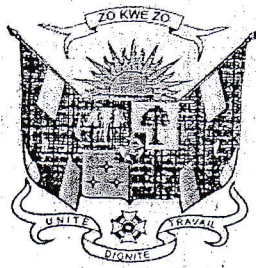
HONNEUR VOUS TRANSMETTRE « A TOUTES FINS UTILES », LA
COPIE DE LA LOI ORGANIQUE N° 18.013 DU 13 JUILLET 2018, RELATIVE
AUX LOIS DES FINANCES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

CONSIDERATION DISTINGUEE.

CS - REF
COPIER ARRIVEE
ENREGISTRE LE 19 JUIL 2018
SOUS LE N° 606/2018
AFFECTE A

MINISTRE CHARGE DES RELATIONS
AVEC LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE
LE MINISTRE
Signature
Eugénie Lucienne NGBONDO

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET
CABINET
ARRIVEE LE 16 JUIL 2018
SOUS LE N° 2851



LOI ORGANIQUE N° 18 - 013

**RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

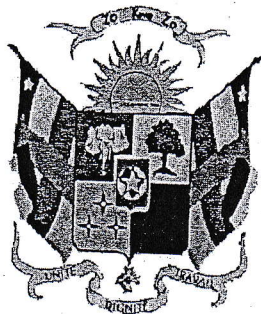
**L'ASSEMBLEE NATIONALE
A DELIBERE ET ADOPTE,**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,**

PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail



LOI ORGANIQUE N° 18 - 013 -
RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES EN REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

.....

L'ASSEMBLEE NATIONALE A DELIBERE ET ADOPTE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT
PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a vertical line and a horizontal stroke.

A small handwritten mark or signature in the bottom right corner of the page.

TITRE I

DES DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1^{er} : De l'objet et du champ d'application

Article 1^{er} : La présente loi organique fixe les conditions dans lesquelles est arrêtée la politique budgétaire à moyen terme pour l'ensemble des finances publiques ; les règles relatives à la nature, au contenu, à la présentation, à l'élaboration et à l'adoption des lois de finances ; les principes relatifs à la gestion du budget de l'Etat, à la comptabilité publique et aux responsabilités des agents publics intervenant dans la mise en œuvre desdits principes.

Art.2 : Les dispositions de la présente loi organique s'appliquent à l'ensemble du secteur des administrations publiques comprenant l'administration centrale, les administrations locales, les unités de sécurité sociale et les établissements publics à caractère administratif.

Art.3 : Sont considérés comme des fonds publics soumis aux règles définies par la présente loi organique, quels qu'en soient l'objet et la nature, les financements accordés à l'Etat ou à tout autre organisme public par les bailleurs de fonds nationaux, internationaux, Etats étrangers ou institutions financières internationales.

Chapitre 2 : Des principes budgétaires et fiscaux

Art.4 : Les budgets des organismes publics déterminent pour chaque année dans un document unique pour chacun d'entre eux, l'ensemble de leurs recettes et de leurs dépenses, présentées pour leur montant brut.

Les dépenses sont décrites en fonction de leur nature économique et, le cas échéant, en fonction des finalités qu'elles poursuivent.

L'ensemble des ressources de chaque organisme public est affecté aux financements de l'ensemble de ses charges. Il est fait recette du montant intégral des produits, sans contraction entre les recettes et les dépenses.

Les budgets des organismes publics doivent présenter de façon sincère l'ensemble de leurs recettes et dépenses. Leur sincérité s'apprécie compte tenu des informations disponibles au moment de leur élaboration et des prévisions qui peuvent raisonnablement en découler.

Art.5 : L'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des prélèvements obligatoires ne peuvent être établis, supprimés ou modifiés que par une loi de finances. Ils sont, sauf disposition législative expresse contraire, valables sans limite de temps et ne peuvent avoir d'effet rétroactif.

Le produit des prélèvements obligatoires est attribué à l'Etat.

Toutefois, une loi de finances peut par exception attribuer directement ce produit en tout ou partie, à un autre organisme public. Dans ce cas, la loi de finances peut également déléguer aux organismes attributaires la possibilité de fixer le taux de ces impositions dans les limites qu'elle détermine.

Art.6: Les bailleurs de fonds internationaux sont tenus d'informer le ministre chargé des finances de tout financement apporté aux organismes publics ou à la réalisation de projet ou d'activités d'intérêt général. Aucun ministre ou agent public ne peut accepter la mise en œuvre de ces financements sans que les documents y afférents aient été préalablement approuvés par le ministre chargé des finances.

Lorsqu'ils sont accordés à l'Etat, les financements des bailleurs internationaux, y compris ceux accordés à des projets d'investissement particulier, sont intégrés en recettes et en dépenses à son budget général. Une annexe à la loi de finances donne le détail de l'origine et de l'emploi de ces fonds.

Art.7 : Les conditions d'application des principes définis au présent chapitre et, le cas échéant, les dérogations qui y sont apportées, sont déterminées par la présente loi organique.

Chapitre 3 : De la politique budgétaire

Art.8 : Les budgets des organismes publics, notamment celui de l'Etat, sont établis et financés dans les conditions qui garantissent la soutenabilité de l'ensemble des finances publiques. Conformément aux engagements internationaux pris dans le cadre de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale, la politique budgétaire évite tout déficit public excessif et se conforme à la discipline budgétaire qu'implique la monnaie commune.

A cette fin, le Gouvernement définit une politique budgétaire à moyen terme conforme aux critères fixés par les conventions régissant la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en assure la bonne mise en œuvre et se prête aux obligations de la surveillance multilatérale.

Art.9 : Chaque année, le Gouvernement établit un cadre budgétaire à moyen terme définissant en fonction d'hypothèses économiques réalistes, l'évolution sur une période de trois ans :

- de l'ensemble des dépenses et recettes des organismes publics, y compris les contributions des bailleurs de fonds internationaux ;
- du besoin ou de la capacité de financement des organismes publics résultant, des éléments de financement ainsi que du niveau global d'endettement financier des organismes publics.

Sur la base de ce cadre budgétaire à moyen terme et dans les limites qu'il fixe, le Gouvernement établit des cadres de dépenses à moyen terme sur une période minimum de trois ans, les grandes catégories des dépenses publiques par nature et par fonction et, le cas échéant, par ministère et institution de l'Etat.

Art.10 : Chaque année, avant le 1^{er} août, le Gouvernement transmet au Parlement les documents de cadrage à moyen terme définis à l'article 9, accompagnés d'un rapport sur la situation macro-économique et d'un rapport sur l'exécution du budget de l'exercice en cours. Sur la base de ces documents et rapports, le Parlement organise un débat d'orientation budgétaire, en séance publique, mais sans vote.

Les lois de finances annuelles doivent être conformes à la première année des documents de cadrage à moyen terme qui sont arrêtés définitivement à la suite du débat d'orientation budgétaire.

TITRE II DU BUDGET DE L'ETAT

Art.11 : Le budget de l'Etat détermine, pour un exercice budgétaire le montant, la nature et l'affectation de ses recettes et de ses dépenses, ainsi que le solde budgétaire qui en résulte et les modalités de son financement. Il est adopté en loi de finances.

L'exercice budgétaire s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Art.12 : Les recettes et les dépenses de l'Etat comprennent les recettes et les dépenses budgétaires ainsi que les ressources et les charges de trésorerie et de financement.

Chapitre 1^{er} : Des recettes et des dépenses budgétaires

Art.13 : Les recettes budgétaires de l'Etat sont présentées comme suit en titres :

- Titre I : Les recettes fiscales comprenant les impôts, les taxes, droits et autres transferts obligatoires autres que les cotisations de sécurité sociale ;
- Titre II : Les dons et legs et les fonds de concours ;
- Titre III : Les cotisations sociales ;
- Titre IV : Les autres recettes comprenant les revenus de la propriété, les ventes de biens et services, les amendes, pénalités et confiscations, les transferts volontaires autres que les dons, et les recettes diverses.

Art.14 : La rémunération de services rendus par l'Etat peut être établie et perçue sur la base de décrets pris sur rapport du ministre chargé des finances et du ministre ou du responsable de l'institution constitutionnelle concernée. Ces décrets deviennent caducs en l'absence d'une ratification dans la plus prochaine loi de finances afférente à l'année concernée.

Art.15 : Les dépenses budgétaires ne peuvent être autorisées que par une loi de finances. Lorsqu'une loi, une ordonnance, un décret ou un contrat contiennent des dispositions pouvant conduire à la création ou à l'augmentation des dépenses de l'Etat, ces dépenses ne deviennent certaines et définitives que lorsque les crédits correspondants ont été ouverts en loi de finances.

Art.16 : Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées comme suit en titres:

- Titre I : Les charges financières de la dette publique ;
- Titre II : Les dépenses de personnel ;
- Titre III : Les dépenses de biens et services ;
- Titre IV : Les dépenses de transfert ;
- Titre V : Les dépenses d'investissement ;

- Titre VI : Autres dépenses.

Les crédits de chaque programme ou dotation, tels que définis respectivement aux articles 18 et 19 de la présente loi organique, sont répartis, en fonction de la nature économique des dépenses, entre les six titres définis ci-dessus.

Chapitre 2 : De la nature et de la portée des autorisations budgétaires

Art.17: Un crédit budgétaire est le montant maximum de dépenses que le Gouvernement est autorisé par le Parlement à engager et à payer, pour un objet déterminé, au cours de l'exercice budgétaire.

Les crédits budgétaires sont fixés dans le budget adopté en loi de finances et mis à la disposition des ministres, à l'exception des crédits des institutions constitutionnelles qui sont mis à la disposition des autorités responsables de ces institutions.

Art.18: Les crédits ouverts dans le budget de l'Etat pour couvrir chacune de ses dépenses sont, à l'exception des crédits visés à l'article 19 de la présente loi organique, regroupés par programme relevant d'un seul ministère ou institution. Seule une disposition d'une loi de finances peut créer ou supprimer un programme.

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère ou institution et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus. Les objectifs de chaque programme sont assortis d'indicateurs de résultats.

Chaque programme est placé sous la responsabilité d'un responsable de programme, nommé en application de l'article 65 de la présente loi organique.

Les corps et institutions de contrôle ainsi que la Cour des Comptes sont responsables de l'évaluation des programmes du point de vue de leur efficacité socio-économique, de la qualité des services aux usagers internes et externes ainsi que de l'efficacité dans la gestion pour les contribuables.

Les programmes d'un même ministère ou institution s'inscrivent dans le cadre d'un document de stratégie ministérielle cohérent avec les documents de cadrage à moyen terme définis à l'article 10 de la présente loi organique. Ces documents sont rendus publics.

Art.19: Sont regroupés dans des dotations, les crédits couvrant:

- les dépenses des institutions de la République avec une dotation spécifique à chacune d'entre elles ;
- les dépenses accidentelles, destinées à faire face à des besoins urgents et imprévisibles ;
- les risques de mise en jeu des garanties et avals donnés par l'Etat en application de l'article 42 de la présente loi organique.

Art.20 : Les crédits sont spécialisés par programme ou par dotation. A l'intérieur de chaque programme ou dotation, la présentation des crédits par titre est indicative et ne s'impose ni aux ordonnateurs, ni aux comptables dans les opérations d'exécution du budget.

Toutefois, au sein d'un programme, les crédits ouverts :

- au titre des dépenses de personnel, ne peuvent être augmentés ;
- au titre des dépenses d'investissement, ne peuvent être diminués.

Art.21: Les crédits ouverts sur le titre des dépenses de personnel sont assortis de plafonds d'autorisation des emplois rémunérés par l'État. Ces plafonds sont spécialisés par ministère ou institution. Le nombre et la répartition des emplois autorisés pour chaque ministère ou institution ne peuvent être modifiés que par une loi de finances.

Art.22: Les crédits ouverts en dépenses d'investissement distinguent des autorisations d'engagement et des crédits de paiement.

Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées et dont le paiement peut s'étendre, le cas échéant, sur une période de plusieurs années.

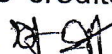
Pour chaque opération d'investissement directement exécutée par l'Etat, l'autorisation d'engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mis en service ou exécuté sans adjonction.

L'autorisation d'engagement afférente aux opérations d'investissement menées dans le cadre de contrats de partenariats publics-privés, par lesquels l'Etat confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance ou l'exploitation d'opérations d'investissements d'intérêt public, couvre dès l'année où le contrat est conclu la totalité de l'engagement juridique.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Cette distinction entre autorisations d'engagement et crédits de paiement peut également être appliquée, dans des conditions fixées par les textes en vigueur, aux crédits relatifs à certaines dépenses importantes s'exécutant sur plusieurs années.

Art.23 : Sous réserve des dispositions prévues à l'article 24 de la présente loi organique, les crédits sont limitatifs et les dépenses ne peuvent être engagées et payées que dans la limite des crédits ouverts.

Art. 24: Les crédits relatifs aux charges de la dette de l'Etat ont un caractère évaluatif. Ils sont ouverts sur un programme spécifique. Les dépenses auxquelles s'appliquent ces crédits évaluatifs s'imputent, si nécessaire, au-delà des crédits ouverts.

Le Parlement est immédiatement informé des dépassements de crédits évaluatifs. Ces dépassements font l'objet de propositions d'ouverture de crédits dans le plus prochain projet de loi de finances afférent à l'année concernée. 

Les crédits évaluatifs ne peuvent faire l'objet d'aucun des mouvements de crédits prévus aux articles 25 à 29 de la présente loi organique.

Art.25 : En tant que de besoin, les crédits ouverts sur la dotation pour dépenses accidentelles sont répartis entre les autres programmes, par décret pris sur rapport du ministre chargé des Finances.

Art.26 : Des virements peuvent modifier la répartition des crédits entre programmes d'un même ministère ou institution ou entre dotations.

Le montant cumulé, au cours d'une même année, des crédits ayant fait l'objet de virements, ne peut excéder 2% des crédits ouverts par la loi de finances de l'année pour chacun des programmes ou dotations concernés.

Les virements de crédits de paiement au profit des dépenses d'investissement ne peuvent conduire à majoration d'autorisation d'engagement.

Des transferts peuvent modifier la répartition des crédits entre programmes de ministères distincts ou institutions ou entre dotations, dans la mesure où l'emploi des crédits ainsi transférés, pour un objet déterminé, correspond à des actions du programme ou de la dotation d'origine.

Les virements et transferts sont effectués par décret pris sur rapport du ministre chargé des finances, après avis du ou des ministres et des responsables des institutions constitutionnelles concernées. Ils sont immédiatement communiqués pour information au Parlement.

Art.27 : En cas d'urgence, des décrets pris sur rapport du ministre chargé des finances, après avis du ou des ministres et responsables des institutions publiques concernés peuvent ouvrir des crédits supplémentaires à condition de ne pas dégrader l'équilibre budgétaire défini par la loi de finances. A cette fin, les décrets d'avance procèdent à l'annulation de crédits ou constatent des recettes supplémentaires. Le montant cumulé des crédits ainsi ouverts ne peut excéder 1% des crédits fixés par la loi de finances de l'année. Ils sont immédiatement communiqués, pour information, au Parlement.

La ratification des modifications ainsi apportées aux crédits ouverts par la loi de finances est demandée au Parlement dans le plus prochain projet de loi de finances afférent à l'année concernée.

En cas d'urgence et de nécessité impérieuse d'intérêt national, des crédits supplémentaires ayant pour effet de dégrader l'équilibre budgétaire défini par la loi de finances peuvent être ouverts par décret d'avance pris en Conseil des Ministres. Un projet de loi de finances portant ratification de ces crédits est déposé immédiatement au Parlement.

Art.28: Un crédit doit être annulé lorsqu'il est devenu sans objet. Le montant cumulé des crédits annulés à ce titre ne peut dépasser 1,5% des crédits ouverts par la loi de finances afférente à l'année en cours. L'annulation est décidée par arrêté interministériel signé par le ministre chargé des finances et le ministre ou

responsable de l'institution constitutionnelle concernée. Cet arrêté est immédiatement communiqué pour information au Parlement.

En outre, un crédit peut être annulé en application des dispositions de l'article 63 de la présente loi organique sur la régulation.

Art.29: Sous réserve des dispositions concernant les autorisations d'engagement, les crédits ouverts et les plafonds des autorisations d'emplois fixés au titre d'une année ne créent aucun droit au titre des années suivantes.

Les autorisations d'engagement non utilisées à la fin de l'année ne peuvent pas être reportées.

Les crédits de paiement relatifs aux dépenses d'investissement disponibles sur un programme à la fin de l'année peuvent être reportés sur le même programme ou la même dotation dans la limite des autorisations d'engagement effectivement utilisées, mais n'ayant pas encore donné lieu à paiement.

Ces reports s'effectuent par décret pris en Conseil des Ministres en majoration des crédits de paiement pour les investissements de l'année suivante, sous réserve de la disponibilité des financements correspondants. Ce décret, qui ne peut être pris qu'après clôture des comptes de l'exercice précédent, est consécutif à un rapport du Ministre chargé des finances qui évalue et justifie les recettes permettant de couvrir le financement des reports, sans dégradation du solde du budget autorisé de l'année en cours. Ce décret est immédiatement communiqué pour information au Parlement.

Chapitre 3 : Des affectations de recettes

Art.30: Certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses, notamment lorsqu'un lien économique réel existe entre une recette donnée et la dépense qu'elle finance ou lorsqu'un bailleur de fonds veut attribuer un financement à un objet précis. Ces affectations prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux ou de procédures particulières au sein du budget général.

Art.31: Des budgets annexes peuvent retracer, dans les conditions prévues par une loi de finances, les opérations des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale résultant de leur activité de production de biens ou de prestation de services donnant lieu au paiement de redevances, lorsqu'elles sont effectuées à titre principal par lesdits services.

La création d'un budget annexe et l'affectation d'une recette à un budget annexe ne peuvent résulter que d'une disposition de la loi de finances.

Sous réserve des règles particulières définies au présent article, les opérations des budgets annexes sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que celles du budget général.

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses d'un budget annexe ont un caractère indicatif.

Les budgets annexes doivent être présentés et exécutés en équilibre. Toutefois, la loi de finances peut autoriser un découvert sur un budget annexe pour une durée limitée, dans les conditions et limites qu'elle détermine. Sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque budget annexe est reporté sur l'année suivante.

Les budgets annexes sont présentés en deux sections :

- la section des opérations courantes retrace les recettes et les dépenses de gestion courante ;
- la section des opérations en capital retrace les recettes et les dépenses afférentes aux opérations d'investissements et aux variations d'endettement.

Leur nomenclature budgétaire s'inspire du plan comptable de l'Etat.

Les budgets annexes peuvent comporter un ou plusieurs programmes.

Aucun des mouvements de crédits prévus aux articles 25 à 29 de la présente loi organique ne peut être effectué entre le budget général et un budget annexe.

Art.32 : Des comptes spéciaux peuvent être ouverts par une loi de finances. Les comptes spéciaux comprennent les comptes d'affectation spéciale et les comptes de commerce.

L'affectation d'une recette à un compte spécial ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances.

Art.33 : A l'exception du cas visé à l'article 38 de la présente loi organique, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial des dépenses de salaires, traitements, indemnités et allocations de toute nature au personnel.

Art.34 : Sous réserve des règles particulières prévues aux articles 35 et 36 de la présente loi organique, les opérations des comptes spéciaux sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que celles du budget général. Sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial est reporté sur l'année suivante.

Aucun des mouvements de crédits prévus aux articles 25 à 29 de la présente loi organique ne peut être effectué entre le budget général et un compte spécial.

Art.35 : Les comptes d'affectation spéciale retracent dans les conditions prévues par une loi de finances, des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées.

Les recettes d'un compte d'affectation spéciale peuvent être complétées par des versements du budget général, dans la limite de 10% de crédits initiaux de chaque compte.

Handwritten signature or initials

Sauf dérogation expresse prévues par une loi de finances, aucun versement au profit du budget général, d'un budget annexe ou d'un compte spécial ne peut être effectué à partir d'un compte d'affectation spéciale.

En cours d'année, le total des dépenses payées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder le total des recettes constatées. Si, en cours d'année, les recettes effectives sont supérieures aux évaluations des lois de finances, des crédits supplémentaires peuvent être ouverts, par arrêté du ministre chargé des finances, dans la limite de cet excédent.

Les crédits de paiement disponibles en fin d'année sur un compte d'affectation spéciale sont reportables sur l'année suivante dans la limite de l'excédent constaté, le cas échéant, en fin d'exercice sur le compte d'affectation spéciale concerné.

Art.36 : Les comptes de commerce retracent les opérations à caractère industriel et commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale. Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif. Les comptes de commerce doivent être présentés et exécutés en équilibre. Toutefois, la loi de finances peut autoriser un découvert sur un compte de commerce pour une durée limitée dans les conditions et limites qu'elle détermine.

Art.37 : Les procédures particulières permettant d'assurer l'affectation directe d'une recette à une dépense sont le fonds de concours, l'attribution de produits et le rétablissement de crédits.

Les fonds de concours sont constitués, d'une part, par des fonds à caractère non fiscal versés par des personnes physiques ou morales ainsi que les bailleurs de fonds internationaux, pour concourir à des dépenses d'intérêt public et, d'autre part, par les produits de legs et donations attribués à l'Etat.

Les fonds de concours sont directement portés en recettes au budget général, au budget annexe ou au compte spécial considéré. Un crédit supplémentaire de même montant est ouvert par arrêté du ministre chargé des finances sur le programme ou la dotation concernée. Les recettes des fonds de concours sont prévues, évaluées et autorisées par la loi de finances. L'emploi des fonds doit être conforme à l'intention de la partie versante. A cette fin, un décret pris sur le rapport du ministre chargé des finances définit les règles d'utilisation des crédits ouverts par voie de fonds de concours.

Les recettes tirées de la rémunération de prestations régulièrement fournies par un service de l'Etat peuvent, par décret pris sur le rapport du Ministre chargé des finances, faire l'objet d'une procédure d'affectation de produits. Les règles relatives aux fonds de concours leur sont applicables. Les crédits ouverts dans le cadre de cette procédure sont affectés au service concerné.

Peuvent donner lieu à rétablissement de crédits dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé des finances :

[Signature]

provenant de la restitution à l'Etat de sommes payées indûment ou sur crédits budgétaires ;

recettes provenant de cessions entre services de l'Etat ayant donné lieu à un paiement sur crédits budgétaires.

Art.38: Les financements apportés sous forme de dons par les bailleurs de fonds internationaux qui, par exception à l'article 3 de la présente loi organique et à titre transitoire, ne peuvent être versés en recettes du budget général, sont gérés :

1. soit, lorsqu'il s'agit de financements réguliers, dans des comptes d'affectation spéciale, créés par groupe de projets d'investissement, regroupant les financements d'un ou, le cas échéant, de plusieurs bailleurs de fonds internationaux. Par exception aux dispositions de :
 - l'article 33 de la présente loi organique, des dépenses de salaires, traitements, indemnités et allocations de toute nature au personnel peuvent être imputées sur ces comptes d'affectation spéciale ;
 - l'article 35 de la présente loi organique, ces comptes d'affectation spéciale peuvent être abondés sans limite par un crédit budgétaire inscrit au budget de l'Etat au titre de la contrepartie nationale.

Chacun de ces comptes d'affectation spéciale forme un programme au sens de l'article 18 de la présente loi organique. Ils sont rattachés au Ministre responsable de la mise en œuvre du ou des projets ;

2. soit, lorsqu'il s'agit d'opérations ponctuelles, par rattachement de fonds de concours.

Chapitre 4 : Des ressources et des charges de trésorerie et de financement

Art.39: Les ressources et les charges de trésorerie et de financement de l'Etat résultent des opérations suivantes :

1. le mouvement des disponibilités de l'Etat ;
2. l'escompte et l'encaissement des effets de toute nature émis au profit de l'Etat ;
3. la gestion des fonds déposés par des correspondants du Trésor ;
4. l'émission, la conversion, la gestion et le remboursement des emprunts et autres dettes de l'Etat, y compris les bons et obligations du Trésor. Les ressources et les charges de trésorerie afférentes à ces opérations ne peuvent comprendre ni les primes, ni les décotes à l'émission ;
5. l'encaissement des produits de cession d'actifs ;
6. la gestion des prêts et avances octroyés par l'Etat.

Art.40: Les opérations prévues aux alinéas 1 à 5 de l'article 39 de la présente loi organique sont effectuées conformément aux dispositions suivantes :

1. le placement des disponibilités de l'Etat est effectué conformément aux autorisations annuelles données par la loi de finances de l'année ;
2. aucun découvert ne peut être consenti aux correspondants du Trésor ;
3. sauf disposition expresse d'une loi de finances, les établissements publics de

l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de déposer toutes leurs disponibilités auprès de l'Etat ;

4. l'émission, la conversion et la gestion des emprunts sont effectuées conformément aux autorisations annuelles données par la loi de finances de l'année. Sauf disposition expresse d'une loi de finances, les emprunts émis par l'Etat sont libellés en franc CFA ;
5. les remboursements d'emprunts sont exécutés conformément au contrat d'émission ;
6. les cessions d'actifs sont effectuées conformément aux autorisations annuelles données par la loi de finances de l'année.

Art.41: Les opérations de gestion des prêts et avances de l'Etat sont effectuées conformément aux dispositions suivantes :

1. les prêts et avances peuvent être accordés par le Ministre chargé des finances à des collectivités ou personnes de droit public dans la limite de l'autorisation donnée chaque année à cet effet en loi de finances et pour une durée déterminée qui ne peut excéder cinq ans ;
2. les opérations sont retracées dans un compte de prêt. Un compte distinct doit être ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs ;
3. les prêts et avances sont assortis d'un taux d'intérêt qui ne peut être inférieur à celui payé par l'Etat pour les emprunts et titres du marché obligataire de même échéance ou, à défaut, d'échéance la plus proche. Le montant de l'amortissement en capital des prêts et avances est pris en recettes au compte intéressé. Les intérêts perçus sont portés en recettes du budget général ;
4. toute échéance qui n'est pas honorée à la date prévue doit faire l'objet, selon la situation du débiteur :
 - a. soit d'une décision de recouvrement immédiat, ou, à défaut de recouvrement, de poursuites effectives engagées dans un délai de six mois ;
 - b. soit d'une décision de rééchelonnement faisant l'objet d'une publication au journal officiel ;
 - c. soit de la constatation d'une perte probable faisant l'objet d'une disposition particulière de loi de finances et imputée au résultat de l'exercice. Les remboursements ultérieurement constatés sont portés en recettes au budget général.

Art.42 : Dans une limite et à des conditions fixées en loi de finances, l'Etat peut accorder sa garantie financière ou son aval à des emprunts d'une durée inférieure à cinq ans émis par un organisme public ou personne morale de droit public. Cette limite de cinq ans ne s'applique pas aux garanties données par l'Etat aux prêts accordés par les bailleurs de fonds internationaux.

opérations de garantie et d'aval sont retracées dans un compte de garantie. Un compte distinct doit être ouvert pour chaque bénéficiaire ou catégorie de bénéficiaires.

En cas de risque sérieux de mise en jeu de la garantie ou de l'aval, des crédits sont ouverts à hauteur de ce risque dans la dotation prévue à l'article 19 de la présente loi organique. Les dépenses résultant de la mise en jeu des garanties et avals sont des opérations budgétaires.

Les garanties et les avals sont donnés par décret sur rapport du ministre chargé des finances. Ils sont ratifiés dans la plus prochaine loi de finances, sous peine de nullité.

TITRE III

DES LOIS DE FINANCES

Art.43: Les lois de finances déterminent les recettes et dépenses de l'Etat, définissent les conditions de l'équilibre budgétaire et financier, arrêtent le budget de l'Etat et rendent compte de son exécution.

Elles peuvent en outre comporter toute disposition de nature législative relative à la détermination des recettes et dépenses de l'Etat ou aux modalités de leur mise en œuvre et de leur contrôle.

Art.44 : Ont le caractère de lois de finances :

1. la loi de finances initiale ;
2. les lois de finances rectificatives;
3. la loi de règlement.

Art.45: La loi de finances de l'année prévoit et autorise pour chaque année civile, qui s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat.

Les dispositions de la loi de finances de l'année ne peuvent être modifiées que dans les conditions prévues aux articles 6, 18, 20 et 25 de la présente loi.

Chapitre 1 : De la loi de finances initiale

Art.46 : La loi de finances initiale comprend deux parties.

Dans la première partie, la loi de finances initiale :

1. comporte les dispositions relatives aux ressources de l'Etat qui affectent l'équilibre budgétaire de l'année ;
2. comporte l'évaluation de chacune des recettes budgétaires ;
3. comporte toutes dispositions relatives aux affectations de recettes au sein du budget de l'Etat ;
4. fixe les plafonds des dépenses du budget général et de chaque budget

annexe, les plafonds des charges de chaque catégorie de comptes spéciaux ainsi que le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat ;

5. arrête les données générales de l'équilibre présentées dans un tableau d'équilibre faisant apparaître :

a. le solde budgétaire global résultant de la différence entre les recettes et les dépenses budgétaires telles que définies respectivement aux articles 13 et 16 de la présente loi organique ;

b. le besoin ou la capacité de financement de l'Etat, au sens des normes internationales en matière de statistiques de finances publiques ;

c. le solde budgétaire de base tel que défini dans le cadre des traités et conventions régissant la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale ;

6. comporte les autorisations relatives aux cessions d'actifs, aux emprunts et à la trésorerie de l'Etat et évalue les ressources et charges de trésorerie et de financement, présentées dans un tableau des flux de trésorerie prévisionnels ;

7. fixe le plafond des dettes financières de l'Etat.

Dans la seconde partie, la loi de finances initiale :

1. fixe, pour le budget général, par programme ou par dotation, le montant détaillé des crédits ;

2. fixe le montant des recettes et des dépenses de chaque budget annexe et compte spécial, et, le cas échéant, le montant des découverts autorisés ;

3. autorise l'octroi des garanties de l'Etat et fixe leur régime ;

4. approuve toutes les conventions de prêt avec les bailleurs de fonds internationaux, bilatéraux ou multilatéraux ;

5. approuve les prêts et garanties accordés par l'Etat en application des articles 41 et 42 de la présente loi organique.

6. peut :

a. comporter des dispositions relatives à l'assiette, au taux et aux modalités de recouvrement des prélèvements obligatoires qui n'affectent pas l'équilibre budgétaire de l'année à condition que ces dispositions ne conduisent pas à diminuer le volume global de recettes fiscales en-dessous du niveau fixé par le cadre budgétaire à moyen terme ;

b. comporter des dispositions affectant directement les dépenses budgétaires de l'année ;

c. définir les modalités de répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales ;

d. comporter toutes dispositions relatives à l'information sur la gestion des finances publiques et à son contrôle ;

e. comporter toutes dispositions relatives aux modalités d'exécution du budget de l'Etat, à sa comptabilité et au régime de la responsabilité et

de sanctions des agents de l'Etat en matière budgétaire, comptable et financière.

Art.47: Est joint au projet de loi de finances initiale un rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales et financières de la nation. Il comprend notamment la présentation des hypothèses, des méthodes et des résultats des projections sur la base desquelles est établi le projet de loi de finances de l'année. Il présente également les documents définitifs du cadrage budgétaire à moyen terme définis à l'article 9 de la présente loi organique.

Art.48 : Sont jointes au projet de loi de finances initiale les annexes suivantes :

1. une analyse des changements de la présentation budgétaire par rapport au précédent exercice faisant apparaître leurs effets sur les recettes, les dépenses et les soldes budgétaires de l'année concernée ;
2. une analyse des prévisions de chaque recette budgétaire, évaluant les pertes de recettes liées aux dérogations fiscales; la prévision de recette budgétaire au titre de l'année considérée est accompagnée d'une prévision, à titre indicatif, des montants attendus pour les deux années suivantes ;
3. un état complet et détaillé de l'endettement prévisionnel en fin d'exercice accompagné de la stratégie d'endettement ;
4. un tableau des opérations financières de l'Etat retraçant l'ensemble des flux financiers des organismes publics;
5. un plan de trésorerie annuel mensualisé comportant notamment un plan d'engagement ;
6. des annexes explicatives développant par programme, le montant des crédits présentés par titre au titre de l'année considérée ainsi que, à titre indicatif, au cours des deux années suivantes. Ces annexes sont accompagnées du projet annuel de performance de chaque programme présentant les objectifs poursuivis et les résultats attendus, mesurés au moyen d'indicateurs d'activité et de résultat ;
7. l'échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement ;
8. la répartition par ministère des emplois rémunérés par l'Etat ;
9. des annexes explicatives détaillant le contenu des budgets annexes, comptes spéciaux, comptes de prêts et comptes de garantie ;
10. un récapitulatif détaillé de l'ensemble des fonds des bailleurs prévus dans le cadre de l'exercice budgétaire à venir précisant leur montant, leur objet et leur mode d'intégration au budget national et à ses procédures de gestion. A ce récapitulatif, sont jointes des copies des conventions de financement concernées;
11. un rapport identifiant et évaluant les principaux risques budgétaires ;
12. une note décrivant les principales mesures de dépenses et de recettes en précisant leur contribution aux objectifs de politique économique et leur cohérence avec les grandes politiques publiques.

La liste des annexes mentionnées au présent article peut être modifiée par les lois de finances. *SA SA*

2 : Des lois de finances rectificatives

49 : Les lois de finances rectificatives sont les seules lois qui peuvent, en cours d'exercice, si les circonstances l'exigent, modifier les dispositions de la loi de finances de l'année. Le cas échéant, elles ratifient les modifications apportées aux crédits budgétaires par décret d'avance et de transferts ainsi que par décret pour les virements de crédits dans les conditions décrites aux articles 25, 26 et 27 ci-dessus.

Les lois de finances rectificatives sont présentées dans les mêmes formes que la loi de finances de l'année telles que définies à l'article 43 de la présente loi organique. Toutefois, s'agissant de la deuxième partie des lois de finances rectificatives, elles peuvent ne comporter que les éléments modifiant la deuxième partie de la loi de finances initiale.

Art.50: En cours d'exercice, un projet de loi de finances rectificative doit être déposé par le Gouvernement dans les cas suivants:

- les grandes lignes de l'équilibre budgétaire défini par la loi de finances de l'année se trouvent bouleversées, notamment en raison de l'évolution de la conjoncture, de l'intervention de décrets d'avances ou d'arrêtés d'annulation de crédits ;
- les recettes constatées dépassent sensiblement les prévisions de la loi de finances de l'année ;
- des mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget sont intervenues.

Art.51: Sont joints à tout projet de loi de finances rectificative :

1. un rapport présentant les évolutions de la situation économique et budgétaire justifiant les dispositions incluses dans ce projet de loi de finances rectificative ;
2. une annexe explicative détaillant et justifiant les modifications de crédits proposées ;
3. un tableau récapitulatif des mouvements de crédits intervenus depuis la loi de finances initiale en application des articles 24 à 29 de la présente loi organique.

La liste des documents mentionnés au présent article peut être modifiée par les lois de finances.

Chapitre 3 : De la loi de règlement

Art.52: La loi de règlement arrête les résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale de l'exercice considéré et en donne quitus au gouvernement.

Elle procède également aux modifications de crédits qui s'avéreraient, le cas échéant, nécessaires, notamment en :

- ratifiant des ouvertures de crédit intervenues par décret d'avance, transfert et virement postérieurement à la dernière loi de finances afférente à cette année ;

- majorant, pour chaque programme concerné, les crédits nécessaires pour régulariser les dépassements constatés sur les crédits évaluatifs; procédant à l'annulation des crédits n'ayant pas été consommés ;
- majorant le montant du découvert autorisé au niveau du découvert constaté d'un budget annexe ou d'un compte de commerce.

La loi de règlement peut également comporter toutes dispositions relatives au contrôle de la gestion des finances publiques, ainsi qu'à la comptabilité de l'Etat et aux régimes de responsabilité des agents chargés de l'exécution du budget.

Art.53: Sont joints au projet de loi de règlement:

1. un état récapitulatif et justifiant tous les mouvements de crédits intervenus en cours d'année ;
2. des annexes explicatives, développant, par programme, le montant définitif des crédits ouverts et des dépenses constatées ainsi que la répartition définitive des crédits par titre comparée à leur répartition initiale. Elles présentent également l'écart entre les estimations et les réalisations au titre des fonds de concours ;
3. les rapports annuels de performance présentant, sous le même format que les projets annuels de performance, pour chaque programme les résultats obtenus, comparés aux objectifs fixés, les actions développées et les moyens utilisés, accompagnés d'indicateurs d'activité et de résultat ainsi que d'une estimation des coûts des activités ou des services rendus ;
4. des annexes explicatives développant pour chaque budget annexe et chaque compte spécial, le montant définitif des recettes et des dépenses constatées des crédits ouverts ou du découvert autorisé, ainsi que les modifications de découvert demandées ;
5. des annexes explicatives développant, pour chaque compte de prêt et de garantie, les opérations effectuées ;
6. les comptes de l'Etat qui comprennent :
 - a. les résultats de la comptabilité budgétaire avec le développement des recettes et dépenses budgétaires du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor ;
 - b. le compte général de l'Etat comprenant la balance générale des comptes de l'année et les états financiers ; bilan, compte de résultat, tableau des flux de trésorerie et états annexés dans les conditions définies par le décret portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
7. un état développé des restes à payer et des restes à recouvrer de l'Etat accompagné d'un rapport indiquant les mesures envisagées pour maîtriser ces restes à payer et restes à recouvrer ;
8. le tableau des opérations financières de l'Etat ;
9. un rapport de la Cour des Comptes sur l'exécution de la loi de finances accompagné d'une certification de la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes de l'Etat. *DT 04*

A l'exception des points 6 et 9, la liste des documents mentionnés au présent article peut être modifiée par les lois de finances.

TITRE IV DE LA PREPARATION ET DE L'ADOPTION DU BUDGET DE L'ETAT

Chapitre 1^{er}: De la préparation du projet de budget

Art.55: Sous l'autorité du premier ministre, Chef du Gouvernement, le ministre chargé des finances prépare les projets de lois de finances qui sont arrêtés en Conseil des ministres, puis transmis au bureau du Parlement.

Art.56: Chaque année, la procédure de préparation du projet de loi de finances initiale est engagée par un Conseil des ministres qui, sur proposition du ministre chargé des finances :

- fixe le cadrage macroéconomique sur la base d'hypothèses prudentes et crédibles et dans le respect du montant global des recettes et des dépenses fixées dans le cadre budgétaire à moyen terme défini à l'article 9 de la présente loi organique;
- détermine les priorités budgétaires et normes de dépenses pour les demandes de crédit des ministères, dans le respect des cadres de dépenses à moyen terme définis à l'article 9 de la présente loi organique ;
- définit la procédure de présentation et d'arbitrage des demandes de crédit ainsi que leur calendrier.

Le Conseil des ministres doit se tenir au plus tard six mois avant le début de l'exercice budgétaire couvert par le projet de loi de finances.

Le Chef du Gouvernement, sur rapport du ministre chargé des finances, procède aux arbitrages sur les dépenses et les recettes qui n'ont pu faire l'objet d'un accord entre ministres.

Chapitre 2 : De l'adoption du budget

Art.57: Le projet de loi de finances initiale, y compris le rapport et les annexes explicatives prévus aux articles 47 et 48 de la présente loi organique, est déposé par le Gouvernement au Parlement le 30 septembre au plus tard, avant la session budgétaire.

Le projet de loi de finances est défendu, au nom du Gouvernement et en collaboration avec l'ensemble des ministres sectoriels et responsables des institutions de la République, par le ministre chargé des finances.

Le Parlement doit se prononcer sur ce projet de loi de finances au plus tard avant la date de clôture de la session budgétaire. A défaut, il peut être mis en vigueur par ordonnance.

is, lorsque le projet de loi de finances n'a pu être déposé avant la date prévue au premier alinéa du présent article, la session budgétaire est immédiatement et de plein droit suivie d'une session extraordinaire dont la durée est au plus égale à la différence entre la date prévue au premier alinéa du présent article et la date de dépôt effective. Si à l'expiration de ce délai, le Parlement ne s'est pas prononcé, le projet de loi de finances peut être mis en vigueur par ordonnance.

Dans la mesure où, compte tenu de la procédure prévue à l'alinéa précédent, le projet de loi de finances n'a pu être voté avant le début de l'exercice, le Gouvernement est autorisé à continuer de percevoir les recettes et à exécuter, à titre provisoire mois par mois dans la limite d'un douzième par mois, les dépenses sur la base des crédits ouverts par la dernière loi de finances afférente à l'exercice précédent.

Art.58: Aucun article additionnel, aucun amendement à un projet de loi de finances ne peut être proposé par le Parlement, sauf s'il tend à supprimer ou à réduire effectivement une dépense, à créer ou à accroître une recette ou à renforcer les procédures de contrôle du budget et des comptes publics.

Tout article additionnel ou tout amendement doit être motivé et accompagné des développements des moyens qui le justifient.

La disjonction des articles additionnels ou amendements qui contreviennent aux dispositions du présent article est de droit.

Art.59: La seconde partie de la loi de finances initiale et, s'il y a lieu, des projets de lois de finances rectificatives, ne peuvent être mis en discussion devant le Parlement avant le vote de la première partie.

Art.60: Les évaluations de recettes font l'objet d'un vote d'ensemble pour le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux.

Les évaluations de ressources et de charges de trésorerie et de financement font l'objet d'un vote unique. Chaque compte de prêt ou de garantie fait toutefois l'objet d'un vote séparé.

La discussion des crédits du budget général donne lieu à un vote par programme. Les votes portent, le cas échéant, à la fois sur les autorisations d'engagement et sur les crédits de paiement. Les plafonds d'autorisation des emplois donnent lieu à un vote par ministère ou institution.

Les crédits des budgets annexes et des comptes spéciaux sont votés par budget annexe ou par compte spécial.

Art.61 : Les projets de lois de finances rectificatives sont déposés au Parlement dès leur adoption en Conseil des ministres.

Le projet de loi de règlement est déposé au Parlement avant le dépôt du projet de loi de finances pour l'exercice à venir.

Parlement engage l'examen du projet de loi de règlement dès la première session qui suit son dépôt.

TITRE V

DES PRINCIPES RELATIFS A LA MISE EN ŒUVRE DU BUDGET DE L'ETAT

Chapitre 1^{er} : De l'exécution

Art.62 : Les opérations de recettes et de dépenses de l'Etat sont exécutées conformément aux dispositions du décret portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique, pris en Conseil des ministres, en application de la présente loi organique. Elles doivent respecter, notamment, les principes fondamentaux contenus dans les articles 12 et 42 ci-dessus.

Art.63: Dès la promulgation de la loi de finances initiale, les crédits du budget voté sont mis à disposition des ministres sectoriels et des responsables des institutions constitutionnelles de la République, par arrêtés du ministre chargé des finances.

Le Ministre chargé des finances est responsable, en liaison avec les ministres sectoriels, et responsables des institutions de la République de l'exécution de la loi de finances et du respect des soldes budgétaires définis en application de l'article 8 de la présente loi organique. A ce titre, afin de prévenir une détérioration de ces soldes, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet de programmer le rythme de consommation des crédits en fonction de la situation de la trésorerie de l'Etat.

Si la situation ou les perspectives de trésorerie l'exigent, il peut, en cours d'exercice:

- suspendre temporairement l'utilisation de certains crédits, par instruction donnée au contrôleur financier dont copie est adressée à l'ordonnateur ;
- annuler certains crédits, par arrêté dont copie est immédiatement adressée au Parlement et à la Cour des Comptes.

Art.64: Le Ministre chargé des finances est l'ordonnateur principal unique des recettes de l'Etat. Il peut déléguer ce pouvoir.

Les ordonnateurs principaux des dépenses du budget de l'Etat sont les Ministres et les responsables des institutions de la République qui peuvent déléguer ce pouvoir à des agents soumis à leur autorité hiérarchique directe.

Le Ministre chargé des finances est responsable de la centralisation des opérations budgétaires des ordonnateurs, en vue de la reddition des comptes relatifs à l'exécution des lois de finances.

Art.65: Le responsable de programme est nommé par le ministre sectoriel ou le responsable de l'institution dont il relève. L'acte de nomination précise les conditions dans lesquelles les compétences d'ordonnateur lui sont déléguées, ainsi que les

...es de gestion du programme. Cet acte est transmis pour information au
ministre chargé des finances.

Sur la base des objectifs généraux fixés par le Ministre ou responsable de l'institution, le responsable de programme détermine les objectifs spécifiques, affecte les moyens et contrôle les résultats des services chargés, sous sa responsabilité, de la mise en œuvre du programme. Il s'assure du respect des dispositifs de contrôle interne et de contrôle de gestion.

Lorsqu'il modifie la répartition des crédits entre les différents titres au sein d'un programme, en application des dispositions de l'article 20 de la présente loi organique, l'ordonnateur délégué responsable de ce programme en informe immédiatement le Ministre chargé des finances, après avoir pris l'avis du contrôleur financier.

Art.66: Le contrôleur financier chargé de veiller à la conformité budgétaire et à la régularité des projets d'engagement est nommé par arrêté ou décret sur proposition du Ministre en charge des finances et placés sous son autorité auprès de chaque ministère sectoriel et institution de la République.

A ce titre, il contrôle a priori, par l'apposition d'un visa préalable, les propositions d'actes de dépense qui lui sont transmises par le ministre ou ses ordonnateurs délégués selon des modalités définies par le Ministre chargé des finances. Il ne peut être passé outre au refus de visa que sur autorisation écrite du Ministre chargé des finances. Dans ce cas, la responsabilité du Ministre chargé des finances se substitue à celle du contrôleur financier.

Le contrôleur financier assure, au profit du Ministre chargé des finances, la centralisation de la comptabilité budgétaire du ministère sectoriel et l'institution de la République auprès duquel il est placé.

Il peut en outre, évaluer la qualité et l'efficacité du contrôle interne ainsi que du contrôle de gestion mis en œuvre par les ordonnateurs et ordonnateurs délégués.

Lors de la préparation de budget des ministères sectoriels et des institutions de la République auprès desquels il est placé, le contrôleur financier vérifie le caractère sincère des prévisions de dépenses et d'emplois, et leur compatibilité avec les objectifs de maîtrise des finances publiques.

Art.67: Le paiement des dépenses de l'Etat relève de la responsabilité exclusive du comptable public ou d'un agent nommé désigné par lui, agissant sous son contrôle et sous sa responsabilité directe.

Préalablement au paiement, le comptable public vérifie la validité de la créance et le caractère libératoire du paiement. A défaut, il ne peut procéder au paiement.

Les comptables publics de l'Etat sont nommés par arrêté ou décret sur proposition du Ministre chargé des finances.

Les recettes publiques doivent être encaissées par un comptable public qui est tenu d'effectuer toute diligence nécessaire pour recouvrer les titres de recette régulièrement établis.

Les fonctions d'ordonnateur et de comptable public sont incompatibles.

Art.68: Les contrôles effectués par le contrôleur financier et par le comptable public peuvent, pour les dépenses à faible risque, faire l'objet d'une modulation dans les conditions fixées, pour chaque ministère et institution, par décret sur proposition du Ministre chargé des finances.

Les fonctions de contrôleur financier et de comptable public peuvent être cumulées.

Chapitre 2 : De la comptabilité de l'Etat

Art.69: L'Etat tient une comptabilité budgétaire destinée à vérifier le respect par le Gouvernement de l'autorisation parlementaire et une comptabilité générale destinée à mesurer l'évolution du patrimoine de l'Etat.

Les comptes de l'Etat comprennent les résultats de la comptabilité budgétaire et ceux de la comptabilité générale : ils doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle de l'exécution du budget et de l'évolution du patrimoine de l'Etat.

La régularité énonce que la comptabilité est conforme aux règles et procédures en vigueur.

La sincérité signifie que les règles et procédures sont appliquées de manière à traduire, avec exactitude, la connaissance que les responsables chargés de l'élaboration des comptes ont de la réalité et de l'importance relative des événements enregistrés.

L'image fidèle se réfère à la description exacte de la situation financière de l'Etat, de l'ensemble de ses charges futures, éventuelles ou certaines.

En outre, l'Etat met en œuvre une comptabilité destinée à analyser les coûts des différentes actions engagées ou des services rendus dans le cadre des programmes et une comptabilité des matières, valeurs et titres.

Art.70 : La comptabilité budgétaire est tenue, en partie simple, selon la nomenclature budgétaire de la loi de finances de l'année concernée.

Le fait générateur des écritures de comptabilité budgétaire est déterminé comme suit :

1. les recettes sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles sont encaissées par un comptable public ; en outre, les Etats peuvent tenir une comptabilité budgétaire auxiliaire des liquidations et des émissions des recettes ;
2. les dépenses sont prises en compte, successivement au moment de leur engagement puis de leur paiement, au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles sont engagées par les ordonnateurs puis payées par les

comptables publics ; en outre, les Etats peuvent tenir une comptabilité budgétaire auxiliaire des liquidations et des ordonnancements des dépenses. Toutes les dépenses doivent être imputées sur les crédits de l'année considérée, quelle que soit la date de la créance.

Toutefois, des dépenses budgétaires engagées et liquidées au cours de l'exercice budgétaire peuvent être payées après la fin de cet exercice, au cours d'une période complémentaire dont la durée ne peut excéder trente jours. En outre, lorsqu'une loi de finances rectificative est promulguée au cours du dernier mois de l'année civile, les opérations de recettes et de dépenses qu'elle prévoit peuvent être exécutées au cours de cette période complémentaire.

Art.71: La comptabilité générale est fondée sur le principe de la constatation des droits et obligations. Les opérations sont prises en compte au titre de l'exercice auquel elles se rattachent, indépendamment de leur date de paiement ou d'encaissement. Elle est tenue en partie double sur la base du plan comptable de l'Etat.

Les règles applicables à la comptabilité générale de l'Etat s'inspirent des normes comptables internationalement reconnues. Elles doivent permettre la production d'une balance générale des comptes, d'un tableau de la situation nette ou bilan ou, en attendant d'y parvenir, d'un état récapitulatif des actifs financiers et les passifs de l'Etat, d'un compte de résultat, d'un tableau de flux des opérations de trésorerie, d'un tableau des opérations financières de l'Etat et de l'état annexé.

Le Ministre chargé des finances met à la disposition des ministres gestionnaires et responsables des institutions constitutionnelles l'ensemble des informations comptables les concernant pour les aider à maîtriser leur budget et à améliorer leur gestion.

Les comptables publics sont responsables de la tenue des comptes de l'Etat dans le respect des principes et règles de la profession comptable. Ils s'assurent notamment de la sincérité des enregistrements comptables et du respect des procédures.

Chapitre 3 : De la trésorerie

Art.72: Les ressources publiques sont toutes, quels qu'en soient la nature et attributaire, encaissées et gérées par des comptables publics nommés par arrêté ou décret sur proposition du Ministre en charge des finances et placés sous son autorité. Elles sont versées et conservées dans un compte unique ouvert au nom du Trésor à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Aucun compte ne peut être ouvert par un organisme public dans une banque commerciale sauf dans les cas et dans les conditions déterminées par décret pris sur rapport du ministre chargé des finances.

Ce compte unique, qui peut être divisé en sous comptes, ne peut présenter un solde débiteur.

Les dépenses publiques sont payées à partir de ce compte unique sur ordre des comptables publics.

fonds détenus par les comptables publics sont gérés selon le principe d'unité de caisse.

Art.73: Un plan annuel mensualisé de trésorerie, comportant notamment un plan d'engagement, est arrêté et annexé à la loi de finances de l'année. Il est régulièrement mis à jour, par le Ministre chargé des finances qui publie tous les trois mois la situation de la trésorerie et de l'exécution budgétaire.

Chapitre 4: Du contrôle

Art.74: Le contrôle du budget de l'Etat a pour but de vérifier la conformité de l'exécution du budget à l'autorisation budgétaire donnée par le Parlement, le contrôle de l'efficacité des dépenses et le contrôle de la conformité de l'exécution budgétaire à la réglementation financière en vigueur.

Les opérations d'exécution du budget de l'Etat sont soumises à un triple contrôle : administratif, juridictionnel et parlementaire.

Art.75 : Le contrôle administratif comprend :

- le contrôle hiérarchique de l'administration sur ses agents qui, le cas échéant, peut s'exercer dans un cadre disciplinaire ;
- le contrôle interne qui regroupe l'ensemble des procédures et méthodes permettant au responsable d'un service de s'assurer du bon fonctionnement de celui-ci et notamment de la bonne maîtrise des risques ;
- le contrôle exercé par les inspections et corps de contrôle, y compris celui de l'inspection générale des finances qui peut s'exercer sur les services budgétaires et financiers de l'ensemble des ministères et institutions de la République ;
- le contrôle financier et comptable tel que défini aux articles 68 de la présente loi organique.

Art.76 : Le contrôle juridictionnel des opérations budgétaires et comptables est exercé par la Cour des Comptes dans les conditions prévues par les lois en vigueur.

La Cour des Comptes est une juridiction et ses membres ont le statut de magistrat. Elle est indépendante par rapport au Gouvernement et au Parlement et est autonome par rapport à toute autre juridiction. Elle décide seule de la publication de ses avis, décisions et rapports. Elle est l'institution supérieure de contrôle en matière financière en République Centrafricaine.

Art.77 : La Cour des Comptes est compétente pour vérifier le bon emploi des fonds publics et la conformité de l'exécution budgétaire à l'autorisation parlementaire. Elle juge, à cet effet, les comptes administratifs des ordonnateurs, les comptes des comptables publics et assiste le Parlement dans le contrôle de l'exécution de la loi de finances.

La Cour des Comptes se saisit aussi d'office des gestions de fait constatées à

... des vérifications ou du contrôle des comptes des comptables publics signataires qui lui sont soumis.

Les missions de la Cour des Comptes sont les suivantes :

1. assister le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ;
2. certifier la régularité, la sincérité et la fidélité du compte général de l'Etat ;
3. juger les ordonnateurs, les contrôleurs financiers et les comptables publics dans les conditions prévues aux articles 47 et 77 de la présente loi ;
4. contrôler la légalité financière et la conformité budgétaire de toutes les opérations de dépenses et de recettes de l'Etat. A ce titre, elle constate les irrégularités et fautes de gestion commises par les agents publics et fixe, le cas échéant, le montant du préjudice qui en résulte pour l'Etat. Elle peut en outre, prononcer des sanctions ;
5. évaluer l'économie, l'efficacité et l'efficience de l'emploi des fonds au regard des objectifs fixés, des moyens utilisés et des résultats obtenus ainsi que la pertinence et la fiabilité des méthodes, indicateurs et données permettant de mesurer la performance des politiques et administrations publiques.

Elle peut en outre, à la demande du Gouvernement ou du Parlement, procéder à des enquêtes et analyses sur toute question budgétaire, comptable et financière.

Le contrôle de la Cour des Comptes est sanctionné par un arrêt de débet, un arrêt de quitus ou un arrêt d'excès.

Dans l'exercice de ses missions, la Cour des Comptes peut, au besoin, solliciter l'assistance de la Cour des Comptes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale conformément aux traités et conventions communautaires.

Art.78: Sans préjudice des pouvoirs généraux de contrôle du Parlement, le contrôle des élus de la nation s'exerce à l'occasion de l'examen des projets de loi de finances, conformément aux articles 57 à 61 de la présente loi organique et vise également à s'assurer de la bonne exécution des lois de finances.

Les commissions parlementaires ont tout pouvoir pour entreprendre toute investigation et enquête relatives à l'exécution des lois de finances.

Les informations ou les investigations sur place que ces commissions demandent ne peuvent leur être refusées. Elles peuvent procéder à l'audition des responsables des institutions de la République, des Ministres et de leurs subordonnés, dans les conditions déterminées par la Constitution. Toute personne entendue par ces commissions est, en ce qui concerne les questions budgétaires, financières et comptables, déliée du secret professionnel.

Le Gouvernement transmet au Parlement, à titre d'information et aux fins de contrôle, des rapports trimestriels sur l'exécution du budget, en recettes comme en dépenses et sur l'application de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public.

Le Parlement peut s'appuyer sur la Cour des Comptes pour l'exercice du contrôle parlementaire. A cet effet, les commissions des finances du Parlement peuvent

er à la Cour des Comptes la réalisation de toute enquête sur la gestion des
ces ou organismes qu'elles contrôlent.

Chapitre 5 : Des responsabilités et des sanctions

Art.79 : En cas de faute de gestion telle que définie à l'article 80 de la présente loi organique, tous les ordonnateurs encourent, en raison de l'exercice de leurs attributions, les responsabilités que prévoit la Constitution sans préjudice des sanctions prononcées par la Cour des Comptes.

Les contrôleurs financiers peuvent également être poursuivis et sanctionnés si les infractions commises par l'ordonnateur auprès duquel ils sont placés ont été rendues possibles par une défaillance des contrôles dont ils ont la charge.

Toute personne appartenant au cabinet d'un membre du gouvernement, tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, tout représentant, administrateur ou agent d'organismes soumis à un titre quelconque au contrôle de la Cour des Comptes et toute personne à qui est reproché un des faits énumérés à l'article 80 de la présente loi organique, peut être sanctionné pour faute de gestion.

Art.80 : La faute de gestion est constituée par :

1. la violation des règles relatives à l'exécution des recettes et des dépenses de l'Etat et des autres organismes publics ;
2. la violation grave et répétée des règles de comptabilisation des produits et des charges applicables à l'Etat et aux autres organismes publics ;
3. la violation des règles relatives à la gestion des biens appartenant à l'Etat et aux autres organismes publics ;
4. le fait, pour toute personne dans l'exercice de ses fonctions ou attributions, d'enfreindre de manière grave ou répétée les dispositions législatives ou réglementaires destinées à garantir la liberté d'accès et l'égalité des candidats dans, les contrats de commande publique ;
5. le fait d'avoir entraîné la condamnation d'une personne morale de droit public ou d'une personne de droit privé chargée de la gestion d'un service public, en raison de l'inexécution totale ou partielle ou de l'exécution tardive d'une décision de justice ;
6. le fait, pour toute personne dans l'exercice de ses fonctions ou attributions, de causer un préjudice grave à l'Etat ou à un organisme public, par des agissements manifestement incompatibles avec les intérêts de l'Etat ou de l'organisme, par des carences graves dans les contrôles qui lui incombaient ou par des omissions ou négligences répétées dans son rôle de direction ;
7. les négligences graves ou omissions répétées dans la gestion du budget, le suivi des crédits, la mise en œuvre de la dépense ainsi que la liquidation de la recette ;
8. l'imprévoyance caractérisée résultant de la consommation des crédits pour des dépenses d'intérêt secondaire au détriment des dépenses indispensables et prioritaires du service ;

- a poursuite d'objectifs manifestement étrangers aux missions et attributions du service ;
10. la mise en œuvre de moyens manifestement disproportionnés ou inadaptés aux objectifs poursuivis par le service.

D'autres fautes non expressément mentionnées sont constitutives de sanctions conformément aux textes en vigueur.

Art.81: Sans préjudice des sanctions infligées par d'autres juridictions, les fautes de gestion sont sanctionnées, notamment par des amendes, par la Cour des Comptes.

Le montant des amendes est fixé en fonction du préjudice causé à l'Etat ou aux autres administrations publiques ainsi que de la gravité de la faute commise et de l'éventuelle réitération de pratiques prohibées. Il ne peut dépasser l'équivalent d'une année de salaire de l'intéressé.

Le régime des sanctions autres que les amendes est défini par les textes en vigueur.

Toutes les sanctions infligées par la Cour des Comptes sont déterminées individuellement pour chacune des personnes mentionnées à l'article 79 ci-dessus, dans le respect des droits de la défense. Toute sanction est motivée.

La faute de gestion est prescrite au terme de la cinquième année suivant les faits incriminés.

Art.82: Les comptables publics sont responsables sur leur patrimoine personnel de la gestion des fonds et valeurs dont ils ont la garde. Chaque année, ils rendent compte à la Cour des Comptes de la bonne tenue de leurs écritures et de la bonne conservation de ces fonds et valeurs. Dans l'hypothèse où cette reddition de leurs comptes ferait apparaître des irrégularités ou des insuffisances de fonds, la Cour des Comptes, après avoir entendu le comptable concerné, prend un arrêt qui fixe le montant que le comptable doit payer à l'Etat ou à l'administration publique concernée, en tenant compte du montant du préjudice subi par la collectivité ainsi que des circonstances de l'infraction.

Elle peut en outre, en fonction de la gravité de la faute commise, imposer une amende au comptable défaillant, dans la double limite du montant visé à l'alinéa précédent et d'une année de salaire du comptable concerné.

Les irrégularités et insuffisances constatées dans la gestion des fonds et valeurs visés au premier alinéa du présent article sont prescrites au terme de la cinquième année suivant les faits incriminés.

Art.83: Les décisions juridictionnelles de la Cour des Comptes prises en application des articles 79 à 82 de la présente loi organique sont, sous réserve de l'épuisement des voies de recours, exécutoires de plein droit. Aucune autorité ne peut y faire obstacle.

Titre 6 : De la gestion des fonds des bailleurs

Art.84: Les règles d'exécution, de comptabilité, de gestion de la trésorerie et du contrôle des fonds des bailleurs, notamment celles des organisations internationales ou d'Etats étrangers sont celles fixées par la présente loi organique.

Art.85: Toutefois, lorsque par exception à l'article 3 de la présente loi organique et à titre transitoire, une loi de finances crée pour la gestion des fonds des bailleurs un compte d'affectation spéciale ou met en place un fonds de concours, cette loi de finances peut prévoir les dérogations suivantes :

1. l'engagement et l'ordonnancement des dépenses financées par ces fonds peuvent être confiés à une ou plusieurs personnes nommément désignées par accord entre le Ministre auquel est rattaché le compte d'affectation spéciale, le Ministre chargé des finances et le ou les bailleurs de fonds concernés. Ces personnes sont soumises aux mêmes obligations de rapports financiers périodiques que les agents chargés de l'exécution du budget de l'Etat ;
2. les opérations de recouvrement et de paiement, exécutées par un comptable public, peuvent être soumises au contreseing de représentants du bailleur ou des bailleurs de fonds concernés ;
3. les financements apportés par les bailleurs de fonds peuvent être gérés dans un sous-compte du compte unique du Trésor à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, ouvert au nom du comptable public mentionné ci-dessus. Les conditions de fonctionnement de ce sous compte sont fixées par une décision du Ministre chargé des finances prise en accord avec le ou les bailleurs de fonds concernés ;
4. les opérations, activités et comptes de ces fonds peuvent faire l'objet d'un audit spécifique mandaté par le ou les bailleurs de fonds concernés, effectués conjointement avec les institutions de contrôle mentionnées au chapitre 4 du titre V de la présente loi organique.

Les modalités de mise en œuvre du présent article sont arrêtées dans le cadre des conventions de financement négociées et signées avec les bailleurs de fonds internationaux et jointes en annexe aux lois de finances.

TITRE VI

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art.86 : Complètent et précisent, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi organique les textes d'application sur :

- le Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- le Plan comptable de l'Etat ;
- la Nomenclature Budgétaire de l'Etat ;
- le Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

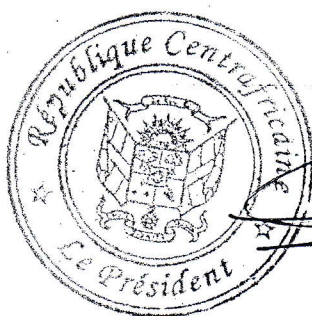
Art.87: La présente loi organique abroge la loi organique relative aux lois de finances n°06.013 du 03 juillet 2006, ainsi que toutes dispositions législatives et réglementaires

...es contraires et entre en vigueur dès sa promulgation, à l'exception des dispositions relatives :

- aux fonds des bailleurs (articles 6, 84 et 85) ;
- aux documents de cadrage à moyen terme (articles 9 et 10) ;
- aux ordonnateurs (article 64 alinéa 2) ;
- aux programmes et aux dotations (articles 18, 19 et 20 ainsi que autres articles y relatifs), qui s'appliquent aux quatre exercices après la promulgation ;
- à la budgétisation des emplois (article 21) qui s'appliquent aux quatre exercices après la promulgation ;
- aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement (article 22 ; article 48 alinéa 7), qui s'appliquent aux quatre exercices après la promulgation ;
- à la comptabilisation d'analyse des coûts (article 69 alinéa 3) qui s'appliquent aux six exercices après la promulgation ;
- à la modulation des contrôles (article 68) qui s'appliquent aux six exercices après la promulgation ;
- à la sanction des fautes de gestion (article 81) qui s'appliquent aux six exercices après la promulgation.

Pendant les délais fixés ci-dessus, les dispositions de la loi organique n°06.013 du 03 juillet 2006 continuent de s'appliquer. Le pouvoir réglementaire peut prévoir, en deçà de ces délais, des dispositions d'expérimentation ou de mise en œuvre progressive.

Art.88: La présente loi organique prend effet à compter de la date de sa promulgation. Elle sera enregistrée et publiée au Journal Officiel.



Fait à Bangui, le 3 JUL. 2018

Pr. Faustin Archange TOUADERA